

Les faits marquant du Congrès mondial de la nature de l'IUCN: Vendredi 3 septembre 2021

Le Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) s'est ouvert vendredi dans un format hybride, attirant des milliers de participants en modes présentiel et virtuel.

Les faits saillants de la journée ont inclus ce qui suit:

- Le président Macron a prononcé une déclaration liminaire inspirante, portant notamment sur la nécessité de réinventer les politiques commerciales afin qu'elles soient cohérentes avec les politiques en matière de climat et de biodiversité, ainsi que la détermination d'un programme international pour les biens publics mondiaux;
- Une cérémonie d'ouverture impressionnante, mettant en vedette des politiciens et des artistes de haut niveau, au cours de laquelle de nombreux participants ont souligné l'interdépendance des défis environnementaux; et
- La tenue de quatre sommets, axés sur les peuples autochtones, les jeunes, les acteurs locaux et le secteur privé, qui ont conduit à des discussions intéressantes sur la meilleure façon de passer des engagements à l'action.

La Cérémonie d'ouverture

Asha Sumpth, personnalité médiatique, a ouvert la session, suivie d'une série de spectacles artistiques.

Zhang Xinsheng, président de l'IUCN, a parlé des appels urgents des scientifiques à sauvegarder les vertus bienfaitrices de la nature ou à payer un prix terrible. Il a reconnu la valeur de l'équité entre les genres et a exhorté à remédier au déséquilibre dans la façon dont les sociétés partagent l'accès à la nature.

Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO, a souligné la nécessité de protéger 30% de la planète d'ici 2030, et de renforcer le rôle de l'éducation à la nature dans les programmes scolaires, appelant à plus de femmes dans les domaines scientifiques.

Li Keqiang, Premier ministre de la République populaire de Chine, a parlé de la priorité accordée par la Chine au développement durable fondé sur l'harmonie entre l'Homme et la nature. Il a souligné qu'il est essentiel, dans la reprise post-COVID-19, de promouvoir le multilatéralisme, les solutions fondées sur la nature et l'économie circulaire.



Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO



Emmanuel Macron, président de la France, et **Harrison Ford**, acteur et vice-président du conseil d'administration de Conservation International

David Ige, gouverneur de l'État d'Hawaï, a réitéré l'engagement d'Hawaï à mettre en œuvre les objectifs marins et de conservation d'ici l'horizon 2030, soulignant que l'État insulaire se trouve carrément à l'avant-garde de la lutte contre le dérèglement climatique.

Benoît Payan, maire de Marseille, France, a déclaré que si les villes sont à l'avant-garde de la protection de la biodiversité, elles sont devenues «les gardiennes d'un jardin qui se meurt». Il a indiqué que Jacques Chirac a déclaré un jour: «notre maison est en feu», signalant que «notre maison est toujours en feu, et que nous continuons à attiser les flammes». Il a déclaré que «l'orgueil de notre humanité» signifie que la planète a atteint sa limite. Il a souligné l'importance de construire des villes résilientes, notamment en repensant les écosystèmes et l'agriculture, et a exhorté à ce que l'humanité passe avant les profits.

Au cours de la session interactive, Emmanuel Macron, président de la France, a souligné que le climat est inextricablement lié à la préservation de la biodiversité et des écosystèmes, les ordres du jour des prochaines réunions renforçant davantage ce lien.

La modératrice Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, France, a déclaré que le Congrès mondial de la nature de l'IUCN doit placer la conservation des écosystèmes



Benoît Payan, maire de Marseille, France



Sebastião Salgado, photographe documentaire social et photojournaliste brésilien

au cœur du monde post-COVID-19. Elle a souligné que tous les pays doivent partager la responsabilité de l'élaboration d'un nouveau cadre mondial pour la biodiversité post-2020.

Sebastião Salgado, photographe documentaire social et photojournaliste brésilien, a souligné que le monde dépend de l'Amazonie pour son énorme concentration de biodiversité et sa fonction importante de capture et de séquestration du carbone. Déplorant son mauvais état dû, entre autres, à la transformation des forêts en terres agricoles, il a appelé à : une interdiction planétaire des produits du bois amazoniens; l'électrification des zones indigènes amazoniennes à l'aide d'énergies renouvelables; et un système de commerce équitable basé sur des modèles économiques non prédateurs.

Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne, a déploré l'érosion considérable de la biodiversité à l'échelle mondiale, en particulier dans les écosystèmes forestiers, mais a exprimé l'espoir que cela puisse être inversé par : le partage des connaissances scientifiques; l'action intégrée; et un travail aux niveaux local, national et international pour rétablir l'équilibre perdu entre les intérêts écologiques, économiques et sociaux.

Mahamadou Issoufou, ancien président du Niger, a évoqué la façon dont l'humanité vit sur du temps emprunté avec la dette écologique envers les générations futures qui augmente chaque jour. Il a souligné que bien qu'elle n'ait pas de responsabilité significative dans la dégradation de l'environnement, l'Union africaine est en train de prendre des mesures pour y remédier, en se concentrant en particulier sur l'initiative de la Grande Muraille Verte.

Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, a déclaré que la stabilité financière et économique est impossible sans la nature et les services écosystémiques. Elle a souligné que la dépendance de l'humanité à l'oxygène, à l'eau et aux aliments nutritifs est sous-évaluée et fréquemment exclue dans les évaluations économiques. Elle a affirmé que la biodiversité renforce la résilience des sociétés et des économies, et a mis en exergue les solutions fondées sur la nature pour lutter contre le changement climatique.

Gilbert Houngbo, président du Fonds international de développement agricole (FIDA), a appelé à réorienter le financement climatique et à harmoniser la manière dont les données sont mesurées. Il a suggéré qu'au moins 30% du financement climatique devrait être affecté à des investissements dans la biodiversité.

Kyriakos Mitsotakis, Premier ministre grec, a parlé de diverses menaces qui pèsent sur la mer Méditerranée, notamment la pollution marine et la pêche et le transport non durables. Soulignant diverses priorités nationales, il s'est engagé à réduire la surpêche, déclarant que, d'ici 2030, 10 % des mers territoriales seront des réserves de « non prises ».

Mettant en exergue le pacte vert européen, Charles Michel, président du Conseil européen, a appelé à l'interdiction des plastiques à usage unique; a demandé une augmentation du nombre d'aires protégées; et a souligné le rôle important que jouent les calottes glaciaires polaires dans le contrôle du climat.



Kyriakos Mitsotakis, Premier ministre grec

Emmanuel Macron, président de la France, a souligné que les destins de l'humanité, du climat et de la nature sont indissociables, et a noté que l'impact économique de la nature est sous-estimé.

Au sujet de la protection des sols vivants, le président Macron a souligné les initiatives en cours et s'est concentré sur la lutte contre les pesticides, précisant que les substituts non chimiques et les plantes résistantes peuvent éliminer progressivement les pesticides, tout en maintenant la compétitivité.

S'agissant des forêts, il a appelé à une stratégie claire pour lutter contre la «déforestation importée», en se concentrant sur des produits spécifiques qui sont actuellement produits de manière non durable, notamment le soja et l'huile de palme.

Concernant l'océan, le président Macron a mis l'accent sur la lutte contre le plastique, insistant sur la nécessité de prévenir la pollution plastique, notamment via des activités pédagogiques. Il a attiré l'attention sur les pôles Nord et Sud, soulignant la nécessité d'un agenda juridique international sur les patrimoines publics mondiaux. Concernant les instruments avec les méthodologie, il a appelé à un programme qui fournirait une mesure commune sur la biodiversité, qui soit claire et transparente pour faire pression sur les financiers pour protéger la biodiversité. Il a conclu sur la nécessité de réinventer les politiques commerciales pour qu'elles soient cohérentes avec les politiques climatiques et de biodiversité, exprimant son optimisme que la lutte continue pour un avenir durable conduira au succès.

Harrison Ford, acteur et vice-président du conseil d'administration de Conservation International, a exhorté les gens à militer pour la justice, pour mère nature, pour les peuples autochtones, pour les communautés marginalisées et pour tous les habitants de la planète. «En préservant seulement une fraction des écosystèmes irremplaçables de la terre», a-t-il déclaré, «nous pouvons protéger notre faune, notre air, notre eau, notre nourriture, nos emplois et notre climat». Il a ajouté : « s'il vous plaît rappelez-vous ceci, des renforts sont en route. Ils sont actuellement assis dans des amphithéâtres, s'aventurant sur le terrain pour la toute première fois, menant des marches, organisant des communautés, mais ils ne sont pas encore là. Dans quelques années, ils seront là, dans des pièces comme celle-ci, et le monde s'en portera mieux ».

La cérémonie d'ouverture s'est terminée par la proclamation officielle de l'ouverture du Congrès mondial de la nature de l'UICN par le président Macron.

Sommet mondial des peuples autochtones et de la nature

Felix Sarazua, Asociación SOTZ IL, a ouvert le sommet par une invocation spirituelle.

Bruno Oberle, directeur général de l'UICN, a exprimé l'espoir de voir l'humanité intégrer les savoirs autochtones pour atteindre les ODD. Aroha Mead, Biological Heritage National Science Challenge, a déclaré que ce sommet inaugural marque une étape importante dans la reconnaissance des contributions et de l'expertise des peuples autochtones. Bérangère Abba, Secrétaire d'État à la Biodiversité, France,



Diana Garlytska, CoalitionWILD

a souligné l'importance d'impliquer pleinement les peuples autochtones dans la promotion de l'objectif mondial de biodiversité 30 par 30.

Jenny Springer, UICN, a souligné le soutien total de l'UICN aux peuples autochtones, notamment en facilitant les échanges et en finançant des programmes dirigés par les autochtones. Kanyinke Sena, du Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique (IPACC), Kenya, a décrit les avantages de l'adhésion à l'UICN, encourageant les organisations de peuples autochtones d'Afrique et d'Asie à y adhérer. Kristen Walker-Painemilla, UICN, a souligné une proposition au Congrès de l'UICN d'avoir un membre autochtone à un poste élu au Conseil de l'UICN.

Francisco Calí Tzay, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, a mis en exergue la vulnérabilité des peuples autochtones, mais aussi leur résilience au changement climatique. Lucy Mulenkei, Forum international autochtone sur la biodiversité, a attiré l'attention sur les recommandations du Forum concernant le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Walter Quertehuari Dariquebe, de la réserve communale d'Amarakaeri, a décrit les efforts qui ont permis de conserver plus de 98 % de la superficie de la forêt amazonienne.

Andrea Carmen, Conseil international des traités indiens, a partagé des solutions telles que le commerce des semences, la revitalisation des routes commerciales et les méthodes d'irrigation traditionnelles. Aissatou Dicko, IPACC, a présenté une étude du Burkina Faso sur les savoirs intergénérationnels, permettant aux pasteurs de s'adapter au changement climatique.

Ramiro Batzin, Asociación SOTZ'IL, a présenté le programme mondial pour les peuples autochtones élaboré par l'IPO, comportant cinq thèmes axés, notamment, sur la promotion de solutions autochtones à la crise climatique et l'influence sur les programmes post-COVID-19 pour améliorer la sécurité et les moyens de subsistance des



Bruno Oberle, Director General, IUCN

peuples autochtones. Noelani Lee, Ka Honua Momona, a lancé un appel à l'action, entre autres, pour que: les États reconnaissent le leadership autochtone; le secteur privé fournisse le financement; et les universités valorisent les savoirs traditionnels. Stewart Maginnis, UICN, a réitéré le ferme soutien de l'UICN. Carlos Manuel Rodriguez, PDG du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), s'est engagé à élargir la participation autochtone à la huitième reconstitution du FEM (FEM-8). Stig Traavik, Norvège, a souligné le soutien aux programmes de protection des droits et des moyens de subsistance autochtones. Kathryn Isom-Clause, États-Unis, a décrit le soutien de son gouvernement aux initiatives dirigées par les tribus.

José Gregorio Díaz Mirabal, COICA, a clôturé par un cri de perte d'espoir et pour que les promesses soient désormais tenues; et Salomon Kaho-ohalahala a offert une invocation.

Sommet mondial de la jeunesse

Le Sommet mondial de la jeunesse de l'UICN (SMJ) a été co-moderé par Camila Perez Gabilondo, UICN, et Hannah Moosa, directrice adjointe du Forum, Suisse.

Diana Garlytska, CoalitionWILD, a souligné la nécessité d'inclure efficacement les jeunes dans les négociations et le plan d'action sur des objectifs tels que la personnalité juridique, les emplois verts et la réponse à la biodiversité.

Bruno Oberle, directeur général de l'UICN, a exhorté à transformer la société avec la passion des jeunes et la sagesse des communautés autochtones. Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, France, a souligné le besoin urgent d'une énergie dé-carbonée et de faire évoluer les attitudes de la société envers l'énergie verte.

Shamila Nair-Bedouelle, sous-directrice générale de l'UNESCO, a souligné la nécessité d'un enseignement primaire sur le changement climatique. Brighton Kaoma, directeur, UN SDSN Youth, a souligné l'inégalité générationnelle et a déploré le manque de volonté politique. Alisi Rabukawaqa, de l'UICN, a appelé à une augmentation des activités économiques pour les jeunes des pays du Sud. Ron Hallman, président et chef de la direction de Parcs Canada, a encouragé la prise d'engagements à vie envers la conservation.

Au cours de la discussion de groupe sur « Ancrer les conclusions du SMJ: Regarder vers l'avenir », Jayathma Wickramanayake, Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, a souligné la nécessité d'un financement dédié pour assurer la participation des jeunes et des communautés impactées aux organes de décision environnementaux. Sarah Hanson, Youth4Nature, a déclaré que l'implication de personnes d'horizons différents permettra à leurs perspectives diverses de façonner de multiples solutions. Johanna Lissinger Peitz, ambassadrice de Stockholm+50, Suède, a présenté les efforts visant à renforcer la participation des jeunes dans les délégations nationales, les groupes de travail et les consultations informelles.

Le groupe de discussion virtuel, « Rallier les voix des jeunes en faveur de la Biodiversité », a fait le point sur la déclaration finale du SMJ, avec Manal Bidar, Maroc, réitérant la nécessité de renforcer les capacités et de partager les connaissances afin que « les jeunes puissent devenir les leaders dont l'avenir a besoin ».

La princesse Laurentien des Pays-Bas a exhorté les jeunes à être « révolutionnaires » et les dirigeants à inclure les jeunes sur la scène principale pour assurer un changement tangible.

L'initiative '1 Million Youth Action Challenge (IMYAC)' a été présentée et trois ambassadeurs de l'IMYAC se sont adressés au Sommet. Donnley Clive Omondi, Kenya, a souligné que les ODD fournissent un modèle pour un avenir durable et qu'il est du devoir collectif des jeunes de les mettre en œuvre. Juan Sebastián Avella Dallos, Colombie, a déclaré que l'IMYAC est un mouvement d'autonomisation et d'action. Insaf Adelmoula, Tunisie, a souligné la nécessité de passer des paroles aux actes afin de construire un avenir durable.

Le Sommet s'est terminé par des présentations musicales et artistiques données respectivement par AY Young et Alex Basaraba.

Sommet d'action locale de l'UICN

Le président de l'UICN, Zhang Xinheng, a souligné le travail de l'organisation sur l'intégration de la nature dans les environnements urbains et a indiqué que les collectivités infranationales sont essentielles au succès du programme de conservation.

Emmanuelle Wargon, Ministre du Logement, France, a souligné les synergies d'action au niveau régional, la préservation territoriale de la nature et les contrats locaux de transition écologique.

Nicolas Furet, Secrétaire Général de Citeo, a partagé des expériences d'entités publiques et privées visant à concevoir des éco-emballages plus légers et recyclables.

Bruno Oberle, directeur général de l'UICN, a appelé à un changement transformationnel impliquant les infrastructures, les services, les investissements et les comportements; et a souligné le rôle de toutes les parties prenantes dans la réalisation de ce changement.

Au cours d'une table ronde sur le financement de la reprise verte, les conférenciers ont appelé à: un système économique favorable à la nature; un investissement durable dans la nature et les services écosystémiques; des mécanismes pour fournir des investissements aux autorités infranationales; et l'inclusion des communautés locales.

Concernant le déploiement de solutions fondées sur la nature, les conférenciers ont souligné que: ces solutions sont essentielles pour lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité, et qu'elles sous-tendent également la récupération post COVID-19. Ils ont en outre mis en exergue les autorités locales comme étant des acteurs essentiels pour protéger la biodiversité et pour relier les scientifiques, les citoyens et les politiciens.

S'agissant des droits environnementaux, les conférenciers ont parlé: de la nécessité pour le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies de reconnaître le droit à un environnement sain; de l'initiative «La nature pour tous»; et du rôle des autorités locales et des communautés dans la garantie des droits humains environnementaux.

Concernant l'avancement de l'urbanisme écologique, les conférenciers ont évoqué: les tensions entre davantage d'espaces verts et des quartiers fonctionnels dynamiques; l'Urban Nature Lab ainsi que l'Urban Nature Index; et le programme des parcs urbains nationaux du Canada.

Les participants au Sommet de l'action locale se sont concentrés sur les promesses d'action. Les maires et les dirigeants régionaux ont présenté des actions entreprises au sein de leurs villes, soulignant les efforts visant à: stimuler la biodiversité et les espèces autochtones; réhabiliter les espaces verts de Tunis; le port «vert» de Gênes; et lutter contre le fléau du plastique sur le littoral francilien. Ils ont également appelé à un nouveau plan urbain et à une coopération pour faire avancer l'atténuation du changement climatique et protéger la nature.

En conclusion, Bérangère Abba, Secrétaire d'Etat à la Biodiversité, France, a souligné le rôle des autorités locales dans la protection de l'environnement et a appelé toutes les parties prenantes à travailler ensemble.

Sommet des PDG de l'UICN

Le sommet des PDG a réuni des chefs d'entreprise du monde entier pour discuter d'idées et d'initiatives permettant de faire face aux crises urgentes et inextricablement liées de la biodiversité et du changement climatique.

Robyn Seetal, IkTaar Sustainability, a ouvert la session en soulignant que le secteur privé est un élément essentiel de la solution.

Bruno Oberle, directeur général de l'UICN, a souligné que le climat est en train de changer, que la biodiversité est en train de disparaître, et les deux sont cruciaux pour la survie de l'humanité. Il a souligné que les entreprises «pourraient obtenir de meilleurs résultats avec des ressources limitées».

Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, France, a souligné le rôle du secteur privé, appelant à augmenter les investissements privés verts et soulignant la capacité des entreprises à influencer leurs partenaires et fournisseurs et de les engager dans une voie durable.

Trois tables rondes ont suivi. La première, animée par Alan Jope, PDG d'Unilever, s'est concentré sur la sauvegarde de la nature à travers les chaînes de valeur. Elle était composée de: Florence Jeantet, Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD); Marie-Claire Daveu, Kering; Madgi Batato, Nestlé; Adrien Geiger, Groupe L'Occitane; Rodolphe Saade, PDG de CMA CGM; et Solange Bankiaky-Badji, Groupe Droits et Ressources. Les participants ont souligné: leurs initiatives et engagements respectifs en faveur de l'environnement; l'importance économique de la protection de la nature; et qu'une approche collective est nécessaire pour changer le paradigme actuel.

La deuxième, animée par Jennifer Morris, PDG de The Nature Conservancy, s'est concentré sur la création de nouveaux modèles commerciaux et de nouvelles opportunités. Le jury était composé de Jean-Bernard Lévy, PDG d'Electricité de France; Jean-Pierre Clamadieu, Engie; Harry Brekelmans, Shell; Helle Kristoffersen, TotalEnergies; et Antoine Frerot, PDG de Veolia. Les participants ont souligné le besoin d'innovation et de collaboration pour renforcer les initiatives existantes et en créer de nouvelles. Ils ont présenté des plans pour la transition climatique et ont discuté des objectifs pertinents et des mesures idoines à prendre.

La troisième, animée par Peter Bakker, PDG du WBCSD, a discuté des voies et moyens de permettre un avenir respectueux de la nature, en passant de l'engagement à l'action. Le jury était composé d'Alexandre Ricard, Pernot Ricard; Antoine Arnault, LVMH; Nancy Tembo, ministre des Forêts et des Ressources naturelles, Malawi; Kathy Abusow, PDG, Initiative de foresterie durable; Geoffroy Roux de Bézieux, Medef; et Carlos Manuel Rodriguez, PDG et président du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Les participants ont discuté de leurs initiatives, y compris les pratiques régénératrices et les activités d'éducation environnementale; échangé des idées sur l'établissement d'un prix du carbone pour donner un signal clair de changement; et ont abordé les aspects politiques, économiques et de gouvernance de la crise environnementale.



Réception d'ouverture du Congrès